

LE TRONÇON ROUTIER AGBAN-CARREFOUR ZOO À ABIDJAN : UNE GALERIE MARCHANDE À CIEL OUVERT

ABOU DIABAGATE

Enseignant-chercheur, Institut de Géographie Tropicale, université Félix Houphouët Boigny
aboudiaba76@yahoo.fr

RÉSUMÉ

Avec la pauvreté qui sévit de plus en plus à Abidjan, le petit commerce apparaît comme une bouffée d'air pour de nombreuses familles démunies. Les voies express, carrefours, et boulevards sont quotidiennement pris d'assaut par des populations en quête de revenus. C'est le cas du tronçon « Agban-carrefour zoo » qui intrigue par l'ampleur des activités informelles qui s'y déroulent. Ces activités, largement dominées par le petit commerce, se déroulent dans un contexte difficile. La présente étude veut mener une réflexion sur les acteurs et les formes de requalification du tronçon. La méthodologie utilisée s'appuie sur l'approche territoriale systémique qui privilégie l'examen des phénomènes dans leurs interactions multiples et dont on trouve la transcription dans les paysages. Il s'agit de rechercher des corrélations entre les activités et l'espace basées sur une connaissance antérieure du milieu.

Mots-clés : Abidjan, tronçon, commerce de rue, prolifération, requalification

ABSTRACT

With poverty plaguing more and more in Abidjan, the Ivorian economic capital, small trade seems like a breath of fresh air for many poor families. The express lanes, crossroads, boulevards and highways are, every day, stormed by people in search of income. This is the case of the section «Agban - Crossroads zoo» intrigued by the extent of informal activities that take place there. These activities, largely dominated by small trade or Business Street, take place in a difficult context. The present study wants to reflect on the actors and forms of requalification by the activities of the section. The methodology is based on the territorial approach that emphasizes systemic examination of phenomena in their multiple interactions and transcription of which is found in landscapes. This is to look for correlations between activities and space based on prior knowledge of the environment.

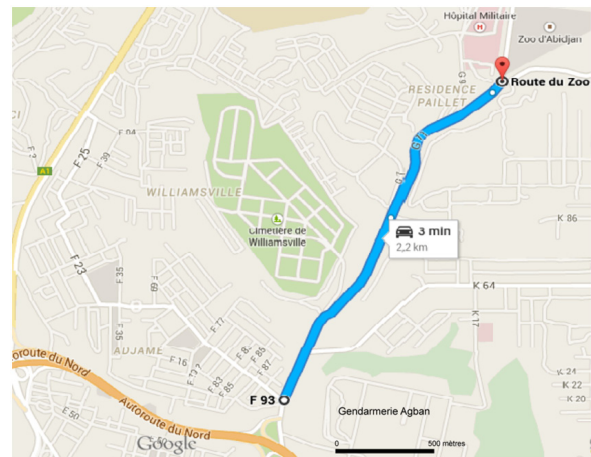
Keywords: Abidjan, stump, street trading, proliferation, requalification

INTRODUCTION

Avec l'essor urbain, les villes ivoiriennes sont devenues des exutoires de l'exode des populations de divers horizons. Depuis 1980, cette urbanisation se déroule dans un contexte de crise accentuée (Atta, 2002). Aujourd'hui, il est difficile de « vivre la ville » ou « de vivre en ville » sans activités rémunératrices (Diabagaté, 2012). Aussi, la pauvreté grandissante et le chômage ont-ils conduit une frange importante de la population à se tourner vers le secteur informel en plein essor. En effet, l'informel est devenu le plus grand pourvoyeur d'emplois et le seul secteur qui permet aux populations de « vivre ou survivre la ville », comme l'a souligné Touré (1985) « *les petits métiers, c'est tout simplement la vie quotidienne de millions d'hommes et de femmes à travers le monde* ». Abidjan, capitale et vitrine économique du pays, est la matérialisation visible de cette expansion informelle qui, selon l'AFD (2005), mobilisent jusqu'à 75% de la population active. Après observation sur le terrain, il est constaté une prolifération des activités dans les rues et sur les trottoirs causant de nombreuses difficultés aux usagers. Cette étude veut s'intéresser au commerce de rue défini par Monnet (2006) comme « *...Les situations d'échanges économiques caractérisées par l'occupation temporaire ou précaire d'un espace de circulation ouvert au public* ». La zone étudiée est le tronçon Agban-Carrefour zoo. C'est un tronçon situé sur la voie express reliant Adjamé à Abobo, distant de 2,2 km et renfermant quatre grands carrefours (Williamsville, 2 Plateaux, Paillet et Zoo). C'est un tronçon de rupture de charge et de transit pour les communes marchandes d'Adjamé-Williamsville, le quartier de haut standing des 2 plateaux et la commune populaire d'Abobo (Cf. figure 1).

Dans ce contexte, on se pose la question de savoir quels sont les acteurs informels qui s'approprient ce tronçon et les recompositions spatiales qui en résultent ? L'hypothèse qui en découle est que le tronçon est occupé par une multitude de commerçants informels aux profils divers qui contribuent à modifier sa fonction. A cet effet, l'objectif visé est d'inventorier les formes de commerce de rue sur le tronçon Agban-Zoo, de décrire le profil des acteurs et d'identifier les formes de requalifications du tronçon. La méthodologie s'appuie sur l'approche territoriale systémique qui privilégie l'examen des phénomènes dans leurs interactions

multiples dont la transcription dans les paysages se fait à travers la recherche de corrélations entre les activités et l'espace. Ainsi, pour cerner la zone d'analyse, l'étude s'est basée sur la présence des carrefours auxquels ont été associés des critères (activités commerciales pratiquées, acteurs et leur nationalité ou ethnie). Pour mener l'étude, les techniques utilisées se rapportent d'abord à l'observation sur le terrain pour appréhender les réalités d'occupation des carrefours, des problèmes visibles, de dégager les caractéristiques, la typologie, l'inventaire des activités commerciales et d'identifier les acteurs. Ensuite, apparaît l'analyse documentaire afin de mieux cerner et circonscrire les contours du sujet. Enfin, l'enquête de terrain a permis de recueillir des données par questionnaire sur l'activité, les recettes, la nationalité ou l'ethnie, l'âge, le sexe, le niveau d'étude et les problèmes rencontrés. Les questionnaires ont porté sur un échantillon de 60 individus dont 50 commerçants choisis de façon raisonnée en tenant compte de l'activité commerciale exercée (soit le 1/3 des commerçants recensés). Quant aux entretiens, ils ont été réalisés auprès de cinq (05) agents de force de l'ordre, de deux (02) responsables de l'Agence Nationale de la Salubrité Urbaine (Anasur) et de trois (03) agents municipaux. Pour l'analyse des recettes, l'étude a pris pour chaque activité les plus petites recettes et les plus grandes recettes. Ainsi, la combinaison de ces techniques a permis de dégager un plan axé d'abord sur les activités commerciales répertoriées sur le tronçon, ensuite sur le profil des acteurs et enfin sur les formes de requalification du tronçon.



Légende : Tronçon Agban – carrefour zoo
(Source : Google map, 2014)

Figure 1 : Localisation du tronçon Agban-carrefour zoo

I-LA ROUTE AGBAN-CARREFOUR ZOO : UNE GALERIE COMMERCIALE INFORMELLE À CIEL OUVERT

L'inventaire réalisé révèle plus d'une centaine de petits commerces sur le linéaire routier avec une localisation préférentielle aux différents carrefours du tronçon : 32 commerces à Williamsville, 35 aux 2 Plateaux, 29 à Paillet et 52 au Zoo (Cf. figure 2). On distingue quatre grandes catégories avec leurs activités annexes : 71 commerces de nourriture, 28 friperies, 20 cabines/recharges et 31 autres types de commerce.

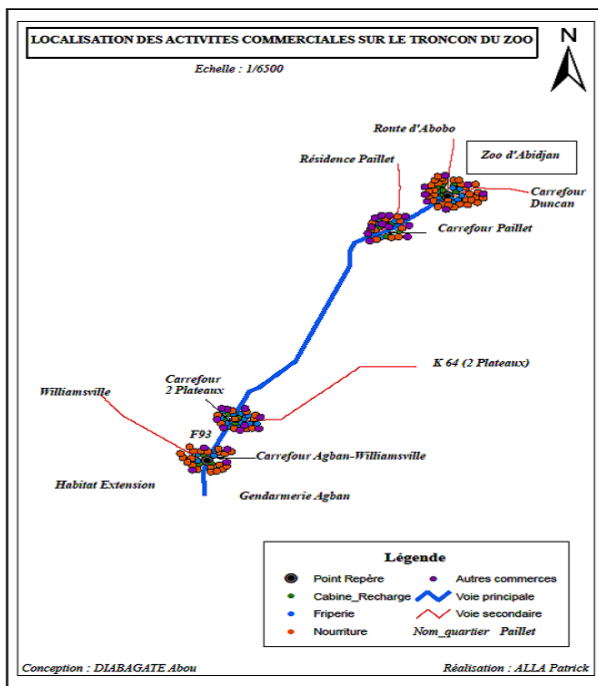


Figure 2 : Localisation des activités commerciales sur le tronçon

1-1-LE COMMERCE DE NOURRITURE

Le commerce de nourriture est la principale activité avec 48,63 % et revêt plusieurs formes. Ce sont : la restauration, le commerce de fruits ou friandises et de jus ou boissons.

Le commerce de restauration ou « restaurant par terre » exercé sur une table ou sous un parasol, avec une longue table encadrée de deux bancs pouvant accueillir au plus huit clients qui se relaient à tour

de rôle. Le menu présenté varie de l'attiéké avec du poisson frit, du riz avec toutes sortes de sauces, de l'igname bouillie et frite, de l'aloco au poisson frit et œufs bouillis aux sandwiches. Certains clients de ces points préfèrent se faire livrer les mets à leurs lieux de travail. Cette activité, qui rapporte par jour aux acteurs des gains variant de 10000 à 40000 fcfa en période de forte affluence, mais en période de jeûne musulman et de faible affluence, c'est au plus 15000 fcfa, permet aux acteurs de subvenir à leurs charges.

Le commerce de fruits et de friandises qui s'intéresse uniquement aux fruits de saison (pommes, grappes de raisins, oranges, noix de coco, mangues, papayes) et aux friandises (la banane frite appelée « chips » dans le jargon ivoirien, du coco râpé embouteillé, du maïs grillé, des arachides (grillées, fraîches, bouillies et embouteillées), des biscuits, du chocolat. Cette activité se pratique sur une table ou de façon ambulante. Les recettes journalières varient de 3000 fcfa à 15000 fcfa.

Le commerce de boissons qui est pratiqué à proximité des « restaurants par terre » offre de la boisson de préférence la sucrerie, les jus (orange, tamarin, bissap, gingembre) et l'eau en sachets de 10 à 50 fcfa l'unité. Les acteurs arpentent les chaussées et trottoirs pour présenter leurs produits aux usagers. C'est un commerce rentable qui tend à se vulgariser du fait de la concurrence farouche entre les acteurs. Ce commerce se fait de façon ambulante, à la criée et souvent on assiste à des bousculades pour satisfaire la clientèle. Dans l'ensemble, les activités relevant du commerce de nourriture, sont exercées dans un environnement insalubre, précaire et à proximité des voies de circulation, exposant les acteurs et usagers à des risques (Cf. photo1).



Photo 1 : Vue des étals au carrefour 2 plateaux.

A l'image de ce carrefour, le tronçon foisonne de petits commerces qui se positionnent entre la chaussée et les canaux d'évacuation des eaux usées de communes environnantes. (Cliché Abou D., septembre 2014)

1-2-LE COMMERCE DE FRIPERIE

C'est un commerce qui prend de plus en plus d'ampleur autour des grandes artères de la ville d'Abidjan. De nombreuses populations s'approvisionnent dans la friperie à Abidjan. Sur le tronçon Agban-Carrefour Zoo, il est exécuté par vingt-six individus et se subdivise en trois unités commerciales. La fripe de chaussure qui se pratique en général sur le trottoir à quelques centimètres de la chaussée sur une natte ou de vieux sacs en plastiques posés à même le sol. Nos enquêtes ont permis de recenser quinze installations sur le tronçon. Les recettes obtenues par cette activité oscillent entre 5000 fcfa et 20000 fcfa par jour. Selon les acteurs enquêtés, c'est en période de rentrée scolaire et d'approche des fêtes que les plus grandes ventes et recettes sont réalisées. Quant à la fripe de sacs d'occasion, elle se déroule de la même manière que celle des chaussures. Mais, elle est beaucoup prisée par la clientèle féminine selon les commerçants. Ce sont les sacs d'ordinateur, de voyage et de sorties pour dames. Les recettes journalières évoluent de 15000 fcfa à 60000 fcfa par acteur. Pour les effets

vestimentaires, familièrement appelée « adocaflè¹ » ou « yougou-yougou² », ils sont quasi présents dans tous les marchés et attirent une clientèle variée. Les commerçants enquêtés ont révélé que les recettes journalières s'élèvent à 30000 fcfa et plus en période de forte affluence.

1-3-LES CABINES ET VENTE DE RECHARGES TELEPHONIQUES

Ce sont des points d'appel et de vente de recharges d'unités des opérateurs de téléphonie mobile. Aux carrefours du tronçon, ces cabines et points de vente de recharges reçoivent une multitude de clients transitant par ces lieux. Les produits exposés sont d'une part des téléphones cellulaires dont les prix varient entre 5000 fcfa et 80000 fcfa, toutes marques confondues (des portables « chine toc » aux originaux en passant par les copies). Et d'autre part, les appels, la vente des recharges et les transferts d'unités sont les services offerts par les opérateurs. Cette activité, exercée par les « cabinards³, maillons essentiels de la démocratisation et de la vulgarisation des produits de la téléphonie qui a émergé et devenant une sorte de relais entre entreprises et consommateurs » (Nassa, 2011), est une véritable source de revenus. Les gains journaliers varient entre 20000 fcfa et 60000 fcfa et peuvent même augmenter.

1-4- LES AUTRES TYPES DE COMMERCE DU TRONÇON

A l'instar des trois catégories citées plus haut, le tronçon enregistre d'autres activités relevant du petit commerce. Ce sont la vente de produits électriques et d'ustensiles de cuisine, qui procure des recettes variant de 5000 à 35000 fcfa par jour avec seulement dix installations car dans la plupart des quartiers ou sous quartiers des communes se trouvent de petites quincailleries. La vente des produits cosmétiques offre une gamme de produits variés et très prisé car de nombreuses femmes et même certains hommes

1- Mot bambara (ethnie du nord de la Côte d'Ivoire) qui signifie «porte ou essaye l'habit pour voir» et qui désigne les vêtements déjà portés dans les pays européens ou résultant de dons aux démuniesaussi la fripe de vêtements

2- Nom donné et appellation familière de la fripe de vêtements

3- Terme ivoirien pour désigner les tenanciers de point-phones cellulaire

s'y ravitaillent pour améliorer ou changer la couleur de leur épiderme. Les vendeurs sont le plus souvent sollicités comme «conseillers et pharmaciens» cosmétiques. Les recettes journalières perçues par les seize commerçants recensés oscillent entre 10000 francs Cfa et 100000 francs Cfa. Quant aux produits médicaux, *ce sont les «pharmacies par terre» ou de «circonstance» qui proposent des produits en renfort aux populations qui éprouvent d'énormes difficultés à se procurer les médicaments venant des pharmacies. Comme l'a souligné Koffi (2014), «Les médicaments pharmaceutiques représentent des denrées indispensables dans le renforcement de la santé de l'homme. C'est pourquoi, il existe des officines légales comme les pharmacies pour les acquérir. En Côte d'Ivoire, les pharmacies se transposent dans les rues quand les médicaments se trouvent souvent exposés à même le sol, d'où l'origine de la dénomination « pharmacie par terre ».* Selon lui toujours, *«Avec les pharmacies informelles, les coûts pratiqués revêtent un caractère concurrentiel puisqu'en général, ils sont en deçà de ceux pratiqués dans les officines légales, ce qui explique leur grande convoitise par les populations démunies vivant en Côte d'Ivoire. Malgré l'accessibilité à ces médicaments de tous genres, ces « pharmacies par terre » présentent de réels dangers pour la population vu le manque criard de moyens de conservation ».* (Koffi, 2014). Tout compte fait ce commerce, qui se fait de façon irrégulière, est bénéfique en termes d'acquis financiers car il génère des gains journaliers allant de 2000 fcfa à 10000 fcfa.

En définitive, le tronçon, point de transition et de jonction des communes d'Abobo, d'Adjamé et de Cocody, renferme une multitude d'activités commerciales procurant des bénéfices aux acteurs et de la satisfaction aux clients potentiels.

II-DES COMMERÇANTS AUX PROFILS DIVERS

L'étude du profil des acteurs de ce commerce de rue se fera à travers trois points essentiels :

2-1- DES COMMERÇANTS JEUNES

Les différents types de commerces de rue exercés sur le tronçon sont majoritairement exécutés par

les jeunes (80% des commerçants) dont l'âge varie entre 13 et 35 ans. Notre enquête a révélé que dans cette population jeune, les adolescents sont les plus nombreux suivis des adultes entre 35 et 45 ans (20 % des commerçants). Pour la plupart, ce sont des adolescents dont les parents ne disposent pas de moyens financiers conséquents pour leur offrir une situation scolaire adéquate. Ces adolescents viennent le plus souvent du village et sont confiés à des parents ou des connaissances pour recevoir une éducation citadine afin de rapporter de l'argent aux parents démunis restés au village. Les conditions difficiles de vie à Abidjan ternissent l'image idyllique que les populations rurales ont de la ville. Cette réalité citadine est à la base de l'«esclavage» de ces jeunes du commerce de rue. A côté des jeunes commerçants, il existe des activités commerciales exécutées par les adultes surtout celle de la restauration. Ces adultes sont secondés dans leurs tâches par certains adolescents.

2-2-UN PETIT COMMERCE DOMINE PAR LES FEMMES

Le commerce de rue pratiqué sur le tronçon est en majorité exécuté par les jeunes mais il reste largement dominé par les femmes. En effet, que ce soit la restauration, la vente de produits cosmétiques, de boissons, de médicaments, de chaussures, de friandises, de fruits, ustensiles de cuisine,...les femmes sont les plus investies. Sur les 146 commerçants inventoriés par l'enquête, 97 sont des femmes soit 66,44% des commerçants contre 33,56% pour les hommes (plus représentés dans la vente de recharges, de la friperie, de tabliers). Cette forte présence féminine s'explique par plusieurs raisons. En effet, certaines femmes sont veuves (5%), 10% exercent pour leur propre compte et 85% ont leurs maris au chômage ou exercent une activité libérale peu rémunératrice.

2-3- UNE MAJORITE ANALPHABETE

Nos enquêtes ont révélé une part importante d'analphabètes dans la population commerçante recensée sur le tronçon. Les $\frac{3}{4}$ des interrogés n'ont pas été à l'école faute de moyens financiers, par obligation culturelle et idéologique surtout à l'endroit des femmes car leur scolarisation est jugée

improductive. En effet, les $\frac{3}{4}$ des commerçants recensés sont de confession musulmane avec ce que cela a comme implication en matière de scolarisation générale. «*L'école n'est pas une obligation pour nos parents, la priorité est l'enseignement coranique et notre prise en charge personnelle pour maintenir notre foyer*», nous a révélé C.M (traduction du malinké). A côté de cette population analphabète, il existe une population scolarisée dont le niveau varie du Cours élémentaire 2 (CE2) au Brevet de Technicien Supérieur (BTS). Les plus avancés (BTS) sont les gérants de cabines et vendeurs de recharges. Cette population commerçante exerce en ces lieux depuis plus de dix ans pour les plus anciennes et pour les plus récentes, cela remonte à la fin de la crise postélectorale de 2010 et à la faveur de la politique de déguerpissement initiée par le nouveau régime ivoirien. De ce fait, leur nombre ne cesse de s'accroître au fur et à mesure de la disponibilité d'espace jouxtant les abords des chaussées et trottoirs. « Les relations de travail, lorsqu'elles existent, sont surtout fondées sur l'emploi occasionnel, les relations de parenté ou les relations personnelles et sociales plutôt que sur des accords contractuels comportant des garanties en bonne et due forme » (BIT, 1993). En Côte d'Ivoire, ce secteur occupe en moyenne près de 60 % des emplois urbains et peut excéder 80 % des emplois dans certaines villes du pays. Selon la Banque Mondiale (2001), 68 % des personnes employées dans le secteur informel sont sans instruction et 70 % seraient entre l'analphabétisme et le niveau primaire.

Le foisonnement des activités du commerce de rue sur le tronçon Agban- carrefour Zoo, au-delà des gains qu'il génère, pose de nombreux désagréments aux usagers, aux commerçants et aux autorités gouvernementales et municipales quant à la gestion du domaine public.

III-LES FORMES DE REQUALIFICATION DU TRONÇON ROUTIER : ENTRE DÉSORDRE ET SOCIABILITÉ

Avec la multiplication et l'ampleur des activités, deux formes de requalification du tronçon sont observables.

3-1- LE DESORDRE DE L'ESPACE D'ACTIVITE

Ce volet traite de l'insalubrité des espaces de commerce sur le tronçon et de l'amplification du désordre.

3-1-1-L'insalubrité notoire de l'espace commercial

L'insalubrité de l'espace commercial est la première forme de requalification du tronçon routier. En effet, les nombreuses activités commerciales qui se déroulent surtout aux quatre grands carrefours se font dans un décor d'insalubrité (cf. photo 2). Cette insalubrité détériore le paysage, favorise l'émergence d'une pollution tant atmosphérique avec les odeurs nauséabondes émanant des canaux d'évacuation, de drainage des eaux de ménage à proximité des étals que sonore (avec des bruits incessants émis par les commerçants et leurs clients), auxquels s'ajoutent les klaxons des véhicules et d'autres engins. Selon l'Anasur et les services techniques des mairies d'Abobo et d'Adjamé, ce sont environ 200 kg de déchets produits quotidiennement par ces commerçants. Cette insalubrité s'amplifie avec l'absence de civisme des acteurs et usagers qui foulent au pied les règles élémentaires d'hygiène (déversement des ordures près des étals, urinoirs naturels).



Photo 2 : Vue du décor d'exercice du petit commerce au carrefour Zoo.

Ce décor illustre l'insalubrité générale dans laquelle se déroulent les activités du petit commerce sur le tronçon Agban-Carrefour Zoo.

(Cliché Abou D., 2014)

3-1-2-Une amplification du désordre

La fréquence des activités du petit commerce contribue significativement à l'amplification du désordre sur le tronçon surtout aux principaux carrefours. Ces activités s'exercent de façon illégale sur le domaine public (Cf. photo 3) et ce, en dépit de la présence des autorités municipales. Cependant, comme l'ont souligné les commerçants interviewés « *la mairie nous vend les tickets et nous prélève des taxes... donc ce n'est pas une occupation illégale mais plutôt une occupation légale de l'espace. Quand nous n'arrivons pas à payer, les agents commis nous obligent à libérer l'espace...* ». Ce qui sous entend que les autorités n'arrivent pas à s'approprier et à gérer convenablement les espaces publics sur le tronçon. Elles utilisent, le plus souvent, la force par le biais de « déguerpissements musclés » sous haute surveillance policière ou militaire. En outre, lesdites activités agressent le paysage qui apparaît inachevé, décousu et dégradé où l'illégal et l'anarchie se côtoient avec frénésie et deviennent les maîtres d'œuvres de l'espace. Les après midi, les trottoirs et, dans des cas rares, les accotements des chaussées sont pris d'assaut par les activités entraînant des accidents (selon le commissariat de police de Williamsville, ce sont en moyenne cinq accidents par semaine allant de simples accrochages aux cas mortels), des bouchons aux heures de descente et des embouteillages sur le tronçon (Abobo-Adjamé les matins et Adjamé-Abobo les soirs). Cette situation crée d'énormes désagréments aux usagers et aux commerçants.



Photo 3 : Vue des installations anarchiques de commerçants au carrefour zoo.

Cet espace, qui n'est pas destiné au commerce est illégalement occupé par les activités du petit com-

merce. C'est un spectacle visible à tous les carrefours du tronçon Agban-Carrefour zoo.

(Cliché Abou D., Septembre 2014)

3-2-UNE EXPOSITION AUX RISQUES ET AU RENFORCEMENT DES LIENS

Il s'agit des risques naturels auxquels s'exposent les acteurs de ce petit commerce et des liens qui s'établissent du fait de leur cohabitation.

3-2-1-Une exposition permanente aux risques naturels

La configuration de l'espace et la disposition des étals exposent les usagers et les commerçants aux risques naturels d'éboulement et d'inondation. En effet, les sites choisis par les commerçants pour asseoir leurs activités sont à proximité des canaux de drainage des eaux de ménage et de pluie. Les étals se retrouvent en cas de fortes pluies dans les ravins ou canaux. Dans certains cas, ce sont les inondations qui emportent tout sur leur passage. Cette exposition aux risques est aujourd'hui combattue par les autorités gouvernementales dans le cadre de la mise en œuvre du plan Orsec⁴ qui soulève le courroux des commerçants.

3-2-2 -le renforcement des liens sociaux

La pratique du commerce de rue n'a pas que des impacts négatifs. D'abord, elle participe à la dynamisation de l'espace. En effet, les espaces qui entourent le tronçon sont envahis par les habitations des populations. Les raisons trouvées à cette présence autour du tronçon sont d'ordre financier. Ces populations souhaitent rester proches de leur lieu de travail, ainsi pourront-elles faire des économies en transport et en loyer. Les prix des logements qui s'offrent à elles sont très bas et, cela en fonction du type de logement (de 5000 frs à 25000 frs). Ensuite, le commerce de rue est une véritable mine procurant des bénéfices moyens variant entre 70000 frs à 200000 frs par mois. Enfin, ces activités contribuent également au renforcement des liens sociaux entre

4- Plan de secours national institué par décret n°79-643 du 8 août 1979 et placé sous la tutelle du ministère de l'intérieur pour les cas de catastrophe et assistance aux personnes victimes des effets néfastes des saisons de pluies, en temps de paix.

les différentes nationalités et ethnies. La cohabitation des populations, tant sur le lieu de résidence que de travail, est si harmonieuse qu'il est difficile de décliner avec exactitude l'origine véritable des commerçants. En somme, l'exercice du commerce de rue a permis de tisser des liens étroits entre les populations, de consolider la légendaire hospitalité des ivoiriens et de contribuer à l'émergence de la paix.

CONCLUSION

Le tronçon Agban-carrefour Zoo qui renferme quatre grands carrefours foisonnent d'activités relevant du petit commerce. Cette diversité d'activités commerciales est exécutée par les ressortissants de plusieurs pays de la sous-région dont les plus significatifs sont les Ivoiriens et les Burkinabè. Dans cette population, les jeunes sont les plus nombreux avec une domination féminine. Ces activités, du fait de leur nombre, de leur inorganisation et de leur localisation, provoquent des désagréments aussi bien aux usagers qu'aux commerçants dans leur vécu quotidien. Elles contribuent également au renforcement des liens entre les populations fréquentant le tronçon. Cependant, pour freiner cette prolifération d'activités portant atteinte aux règles d'occupation du domaine public, favorisant le désordre, l'insalubrité et exposant aux risques d'inondation et d'éboulement, les autorités ont, en plus du plan Orsec, initié depuis 2010 une politique d'assainissement du cadre de vie et une réappropriation du domaine public illégalement occupé à travers les opérations de déguerpissement le long des voies principales du district autonome d'Abidjan dont fait partie le tronçon Agban-carrefour Zoo. En plus, pour pallier les problèmes d'embouteillage et de bouchons, des feux tricolores ont été installés aux carrefours du tronçon. Cette politique doit s'amplifier afin d'offrir un cadre de vie sain et agréable aux populations pour une émergence durable.

BIBLIOGRAPHIE

- ATTA K., (2002) : Urbanisation et développement en Côte d'Ivoire, cours de Maîtrise, Abidjan, IGT, 65 p.
- BANQUE MONDIALE (2001) : Enquête permanente auprès des ménages, rapport définitif, 253 p.
- BUREAU INTERNATIONAL du TRAVAIL (2000) : Emploi et protection sociale dans le secteur informel. Rapport de la commission de l'emploi et de la politique sociale à la 277^e session du Conseil d'administration du BIT, Genève, 34 p.
- COING H, LAMICQ H, MALDANADO et al. (1979) : Approches du "secteur informel" de l'économie des villes du tiers-monde, Créteil, IUP, Université Paris-Val-Des-Marne, 159 p.
- DABIE N., (2011) : Contribution de la téléphonie mobile à la dynamisation du commerce informel dans la commune d'Adjamé à Abidjan en Côte d'Ivoire, 14 p.
- DIABAGATE A., (2012) : Importance numérique et répartition de la population dans l'agglomération d'Abidjan, thèse unique de Doctorat, UFHB, Abidjan, IGT, 433 p.
- GAUVAIN M., (2008) : Les territoires de l'informel : Etude du commerce de rue à Caracas, in *Cahiers des Amériques Latines*, N°53, pp. 101-116.
- KOFFI M., (2014) : Les analphabètes et le secteur informel en Côte d'Ivoire : le français outil ou obstacle de travail ?, in *Revue LTML*, n° 10, 17 p. (en ligne) www.ltml.ci consulté le 11/02/2015.
- LAUTIER B., (2004) : L'économie informelle dans le tiers-monde, Paris, la découverte, Colloque «Repères», 121 p.
- MONNET (J.) (2006) : Le commerce de rue, ambulancier ou informel et ses rapports avec la métropolisation : une ébauche de modélisation, in *Autrepart*, n°39, Paris, édition Armand colin, pp. 93-109.
- MORELLE (M.), (2006) : La rue dans la ville africaine (Yaoundé, Cameroun et Antananarivo, Madagascar), in *Annales de géographie*, n°650, pp. 339-361.
- TOURE A., (1985) : Les petits métiers à Abidjan, l'imagination au secours de la conjoncture, Paris, Karthala, 288 p.